Enquête sur la réforme réalisée en 1902 dans l'enseignement secondaire et sur ses résultats. Opinions sur le questionnaire.

Numéro d'inventaire : 1979.37204 (1-5)
Type de document : manuscrit, tapuscrit
Date de création : 1913
Description : Dans une chemise papier, 3 coupures de presse, une lettre et un tapuscrit.
Mesures : hauteur : 312 mm ; largeur : 211 mm
Notes : Le dernier document est le texte du questionnaire.
Mots-clés : Etudes, statistiques, enquêtes relatives au système éducatif
Filière : Post-élémentaire
Niveau : Post-élémentaire
Autres descriptions : Langue : Français
Nombre de pages : 2+3+1+3+8

Temps 7 mai 13

CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

Paris, le 191

UN DOCUMENT

La semaine même où la commission de l'enseignement à la Chambre ouvre une enquête « sur la réforme réalisée en 1902 dans l'enseignement secondaire public et sur ses résultats », M. le doyen de la faculté des lettres d'Aix publie son rapport annuel sur le baccalauréat (session de juillet 1912). On peut dire, sans rien exagérer, que ce document apporte une contribution savoureuse à la double recherche que la commission a entreprise. Notez que M. le doyen ne parle pas en son nom; il se fait « le fidèle interprète » des examinateurs.

Tous s'accordent à faire entendre la même plainte. Ce n'est plus une culture, « ce ne sont plus des humanités, mais un dressage ». Dans la classe de philosophie, les candidats apprennent de mémoire leur cours de philosophie comme celui d'histoire naturelle; ils font de l'examen une épreuve de récitation. Tout compte fait, cela représente 2,500 pages de différents manuels assimilées en un an. « Nous n'avons pas, remarque un correcteur, comme on le souhaitait peut-être, de petites encyclopédies, mais de gros perroquets; il vaudrait mieux avoir de jeunes hommes. » Il va de soi que faute de digérer leurs connaissances, les élèves ne *savent plus composer;* ils absorbent et dégorgent : *ingerunt ut egerant*. En allemand, ils connaissent cette double disgrâce que « les copies relativement correctes sont généralement nulles » et que celles où l'on découvre quelque effort de composition « sont scandaleusement incorrectes ». Mêmes défauts en anglais; même manque d'attention et de réflexion; pareille pauvreté des idées. Les Provençaux, qui redoutent la méningite, choisissent volontiers l'italien. On constate quelque progrès dans leur connaissance de la langue; mais l'ignorance des éléments de l'histoire, de la littérature, de l'art en Italie s'étale fâcheusement. Un candidat se demande si Cavour était un peintre ou

COLLECTIONS HISTORIQ

un sculpteur; un autre fait de Dante un contemporain de l'Arioste, puis de Manzoni. Pour le latin, hors quelques copies très satisfaisantes, « les candidats ne font pas, et souvent sont incapables de faire le mot à mot des phrases qui offrent la plus petite difficulté ». Quant au français...

Tout beau, monsieur le doyen; il ne vous saurait échapper que par ordre supérieur, il a été établi, arrêté, ordonné que la crise du français n'existe pas. Mais ces MM. les doyens de province n'ont de respect que pour les faits par eux constatés. Celui-ci du moins affirme la conviction que sur ce point, comme sur d'autres, les élèves sont victimes des programmes. « On ne leur laisse plus, j'entends aux élèves consciencieux, asservis à des programmes qui ne les lâchent pas, le temps de réfléchir, de rêver ou même de lire. » Conclusion : ils n'ont ni goût, ni savoir, ni réflexion, ni style. Dans beaucoup de copies, le lycée s'appelle « la boîte »; ailleurs on trouve ce coin de dialogue : « Je suis sûr que tu es de mon avis sur un point. — Lequel? — Aller au café prendre un bock. » Comme ils nagent dans la trivialité, ils barbotent dans l'ignorance. Gavés par les réformateurs de 1902, ils savent tout, hors ce qu'il faut savoir. A propos de l'épître de Voltaire à Boileau, l'expression « Zoïle de Quinault » a porté malheur à « beaucoup de candidats ». L'un écrit: « Zoïle, c'est-à-dire admirateur de Quinault »; un autre prend Zoïle pour un opéra. Sirven, défendu par Voltaire, est transformé en « dieu de la forêt. » Mme Geoffrin devient Mme Geoffroy, dont le salon rivalise avec celui de Mme Récamier, quand il ne fait pas la pige à la chambre bleue de Mme de Rambouillet.

Quant aux élèves de la section D sans latin, ils ont des grâces auxquelles n'atteignent pas les autres. Non seulement ils placent Montmorency dans le Midi, mais ils écrivent « le spiritueux Voltaire » pour le louer, ou pour désigner les études du cœur humain ils disent « les études humanitaires ». Leur jargon ne recule pas devant les néologismes tels que « graciosité, promenadre, adversion, ridicularisé, évadation ». Et afin d'arrêter ce scandale, le rapport réclame une note éliminatoire pour « la composition française de ces pseudo-primaires ». Leur orthographe seule vaut celle des autres : c'est, conclut le doyen, « la honte du baccalauréat ». Voilà un document.

Il faut donc envisager l'éventualité d'une grève générale durant plusieurs semaines ou ne s'arrêtant que lorsque le but politique poursuivi sera atteint, et il n'y a plus qu'à souhaiter que cette grève se maintienne pacifique, comme elle l'est depuis trois jours dans tous les centres industriels du pays.

A Bruxelles, des cortèges comprenant chacun un millier de grévistes commencent à circuler durant l'après-midi, mais jusqu'ici ils défilent paisiblement par les rues en chantant des airs socialistes, sans provoquer le moindre incident.

Les Bruxellois semblent pourtant se ressentir des effets de la grève. Dans les théâtres, les restaurants, les cafés et les grands magasins, les recettes fléchissent d'une façon inquiétante.

DÉBAT A LA CHAMBRE BELGE

Le grand débat qui a eu lieu cet après-midi à la Chambre, et qui était inévitable, a produit une impression assez confuse. On devait continuer la discussion de la réforme militaire, mais dès le début de la séance, on sentait que l'attention était ailleurs. Un député libéral, M. G. Lorand, déposa sur le bureau de la Chambre une proposition tendant à ce que le pays soit consulté sur le principe de la revision de la Constitution; puis un député socialiste, M. Hubin, proposa, par motion d'ordre, d'ajourner à quinzaine le débat militaire.

La discussion sur la situation politique se trouva ainsi amorcée et elle prit tout de suite une très grande ampleur.

M. Destrée, député socialiste, déclara qu'il était impossible de discuter les intérêts de la défense nationale dans une telle atmosphère. Il reprocha en termes véhéments au gouvernement d'apporter, en ce qui concerne l'emploi des langues nationales dans l'armée, un projet plus dangereux pour les Wallons que tout ce qui fut proposé jusqu'ici. « Nous ne voulons pas apprendre le flamand, s'écria-t-il, et vous voulez nous l'imposer ! A la lutte des classes, vous ajoutez la lutte des races ! »

Le député gantois, M. Anseele, se précipita à la tribune et déclara qu'aussi longtemps que le peuple n'aura pas l'égalité politique il ne peut s'intéresser à la défense de la classe bourgeoise. M. Anseele fit l'éloge de la classe ouvrière et ajouta que lui et ses amis répondaient de la paix publique et du calme. « Nous sommes, dit-il, les défenseurs du pays; vous, vous en êtes les écumeurs... Pas de trêve avant d'avoir obtenu le suffrage universel. »

M. Paul Hymans, leader libéral, se leva à son tour pour constater que c'est au milieu du déchaînement des passions et des haines que l'on va discuter la question militaire. Alors qu'à l'étranger de graves événements se produisent, alors que la question des langues se pose si dangereusement, le pays apparaît profondément divisé. M. Hymans a reproché au gouvernement de n'avoir pas créé la paix intérieure quand il pouvait le faire dans la plénitude de sa dignité. Il a reproché à M. de Broqueville d'avoir sacrifié l'intérêt du pays à l'homogénité du parti catholique. En terminant, le leader libéral s'est écrié : « Vous avez déchaîné la guerre et vous serez obligés de subir la réforme électorale inévitable ! »

Dans sa réponse, le président du conseil s'efforça de dégager sa responsabilité de la crise, en disant que la cause du mal est la menace de grève des socialistes. A gauche on lui a fait observer aussitôt que cette menace avait été retirée. M. de Broqueville a rappelé alors que son parti a été élu sur un programme ne comportant pas la revision. La gauche lui a demandé pourquoi, dès lors, il avait laissé espérer une entente lors de l'intervention des bourgmestres. Le président du conseil a répété ce qu'il avait exposé dans ses précédents discours ; il a rappelé qu'il avait consenti à la constitution d'une commission parlementaire qui aurait examiné l'électorat communal et provincial, et il a ajouté que si cette commission trouve une formule supérieure au système actuel pour l'élection législative, il n'est personne qui ne voudra l'examiner. Le passage du discours ministériel a été très remarqué et M. Vandervelde, en fin de séance, l'a souligné : c'est peut-être l'espoir d'une éclaircie, mais le passé récent nous interdit d'espérer trop.— *Roland de Marès.*

ALLEMAGNE

L'arrivée de l'aviateur Daucourt à Berlin

Notre correspondant de Berlin télégraphie :

L'aviateur Daucourt, parti de l'aérodrome de Châteaufort, près de Paris, à 5 heures 30 du matin, est arrivé à Johannisthal, près de Berlin, hier soir à 6 heures 30.

L'aviateur Audemars, qui tenta le même voyage en partant hier matin de Buc, s'est arrêté à Wann en Westphalie, à cause de la violence du vent.

La nouvelle lancée par les journaux du départ des deux pilotes et de leur arrivée vraisemblable dès les dernières heures du jour avait attiré à Johannisthal une foule assez considérable. Vers trois heures, un télégramme de Hanovre annonçait que Daucourt venait d'atterrir sur le champ de courses de la ville et s'apprêtait à repartir pour Berlin. A six heures la direction du champ d'aviation de Doberitz téléphona à Johannisthal que l'aviateur français venait de passer au-dessus de la station militaire se dirigeant vers Johannisthal et 15 minutes après le monoplan apparut à l'horizon, filant à grande allure.

L'aviateur allemand Stiplochek partit à sa rencontre pour lui montrer le chemin. A 6 heures 1/2 Daucourt atterrissait en vol plané à quelques mètres des tribunes.

Le commandant Tschudi, directeur du champ d'aviation, constata son arrivée et le félicita de la randonnée qu'il venait d'accomplir. Quelques aviateurs accompagnés de leurs élèves vinrent serrer la main au pilote français et l'aidèrent à descendre de son appareil.

Daucourt, très fatigué par la manœuvre du gouvernail qui dut être continuelle en raison de la violence du vent, fut conduit jusqu'au pavillon [illegible] La foule, massée derrière les bar-

[redacted]

[redacted] ment de 70.000 hommes, ce débarquement ne peut s'effectuer en une seule fois; ce chiffre de 70.000 hommes ne saurait être atteint que grâce à un certain nombre de raids effectués à larges intervalles; les premiers détachements débarqués ne seront pas pourvus d'artillerie et de cavalerie.

Ces nouvelles déclarations du ministre de la guerre donnent lieu à autant de discussions que les premières et dans les milieux conservateurs en particulier on proteste contre cette nouvelle façon d'envisager la question.

SUISSE

Un nouveau différend avec l'Allemagne

Notre correspondant de Berne nous écrit :

A peine l'incident soulevé à propos de l'établissement de citoyens suisses en Alsace est-il réglé qu'un différend nouveau et singulièrement plus grave menace de surgir entre la Suisse et l'Allemagne. Il s'agit de la servitude internationale de Huningue, qui a été instituée pour la protection de Bâle par le traité de Vienne et qui interdit la construction de fortifications sur la rive gauche du Rhin, dans un rayon de dix kilomètres de Bâle.

Il est incontestable que cette servitude n'a pas été éteinte par l'annexion de l'Alsace. Le gouvernement allemand l'a reconnu au reste implicitement en renonçant il y a quelques années, sur les instances du gouvernement suisse, à fortifier Tüllingerberg, qui se trouve cependant sur la rive droite du Rhin, et en reportant au roc d'Istein les ouvrages projetés. Aussi n'a-t-on pas attribué grande importance l'an dernier au bruit d'après lequel l'autorité militaire établissait une tête de pont fortifiée à Huningue même, sur la rive alsacienne.

Une note officieuse exposa au reste que les travaux qui avaient alarmé quelques esprits inquiets se bornaient à la construction d'une tranchée. Le terrain qui avoisine le pont du chemin de fer n'en resta pas moins fermé aux curieux. Or les journaux bâlois rapportent aujourd'hui non sans étonnement que l'accès en est interdit par un écriteau portant la mention suivante : « Il est sévèrement interdit de pénétrer sur le terrain des fortifications ainsi que de dessiner ou de photographier les ouvrages. — Le commandant des fortifications du Haut-Rhin. »

Toute la presse suisse enregistre ce singulier document, en attendant une explication officielle.

PETITES NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

ESPAGNE. — *Un télégramme du roi de Bulgarie.* — Le roi Ferdinand de Bulgarie a adressé à Alphonse XIII la dépêche suivante :

Au milieu d'un voyage d'inspection de mon armée je viens d'apprendre l'attentat auquel, Dieu merci, tu as échappé si miraculeusement. Crois à toute mon admiration pour le merveilleux sang-froid, le courage superbe dont a fait preuve le digne petit-fils de Louis XIV. Je te félicite d'avoir heureusement échappé à cet attentat qui n'aura pour résultat que d'augmenter l'amour du peuple espagnol pour son jeune et héroïque souverain. Mes cordiales félicitations à la reine.

Ton oncle,

FERDINAND.

— Le roi a reçu hier le prince Frédéric de Saxe, en l'honneur duquel il a offert un grand dîner.

Toute l'ambassade d'Allemagne, les ambassadeurs d'Angleterre, de France et d'Italie y assistaient.

RUSSIE. — Le prince Ouroussof est nommé rédacteur en chef du *Moniteur officiel.*

TURQUIE. — Hier matin un service funèbre a été célébré à la chapelle de l'ambassade, à la mémoire de M. Constans. Les chefs de mission qui ont connu M. Constans, le sous-secrétaire d'État, représentant le ministre des affaires étrangères, les membres de la colonie française et de nombreux étrangers y ont assisté.

COLONIES ET PROTECTORATS